



Fédération
Générale
Autonome des
Fonctionnaires

Motion de l'intersyndicale de la Fonction Publique du Nord-Pas de Calais

Monsieur le Préfet de région,

Notre région, vous n'êtes pas sans le savoir, souffre de conditions sociales particulièrement dégradées issues de son histoire économique mais aussi des orientations politiques prises ces dernières années par les gouvernements qui se sont succédés. Particulièrement touché par la fermeture de nombreuses entreprises et par la fuite de ses habitants les plus qualifiés partis chercher du travail sur tout le territoire Français, le Nord – Pas de Calais a vu le niveau général de sa population se dégrader alors que dans le même temps, l'offre publique n'est plus en capacité de répondre aux besoins de plus en plus importants.

L'un de vos prédécesseurs, au début des années 2000, faisait le constat d'une sous administration de notre région en évoquant un déficit d'environ 3000 agents de la Fonction publique pour assumer efficacement les services normalement dus à toute la population.

Aujourd'hui, après avoir connu des suppressions d'emploi massives dans les trois Fonctions Publiques, les chiffres sont alarmants :

- D'après le rapport annuel sur l'état de la Fonction Publique du 17-7-07, l'emploi public c'est **63,5** agents pour **1000** habitants alors que le taux moyen national est de **70,7** pour **1000** habitants (soit un écart de **10%**).
- Dans la Fonction Publique Hospitalière régionale c'est **8,4% de déficit** d'emplois alors que la région connaît en moyenne **30% de pathologies en plus** par rapport aux moyennes nationales.
- Dans l'éducation nationale c'est l'absence de toute création d'emploi dans l'enseignement supérieur et la suppression de plus de **3500** postes d'éducation et de prévention en **5** ans dans l'Académie de Lille, alors que la région compte **15,5 %** d'adultes ayant des difficultés avec l'écrit pour une moyenne nationale de **9%**.

Sans parler des fermetures prévues dans les secteurs de la justice, des impôts, des communications, du trésor public, etc ...

Un autre sujet de mécontentement est la perte de pouvoir d'achat constatée : en 25 ans, les agents de la Fonction Publique ont perdu en moyenne 20 % sur leur rémunération, 7 % depuis 2000 alors que l'année 2007 sera une nouvelle année blanche pour l'augmentation des salaires malgré l'inflation constatée. Le niveau des pensions subit depuis plusieurs années des baisses régulières se traduisant par une diminution du pouvoir d'achat des retraités (retrait de 0,5% cette année). Et que dire des réductions budgétaires enregistrées pour l'action sociale en faveur des personnels.

Enfin, au motif de moderniser notre Fonction Publique, le Président de la République et son gouvernement continuent de mettre à mal les services publics seuls garants d'un traitement équitable de la population sur tous les territoires et seuls capables de répondre aux besoins de proximité sociale.

Pour toutes ces raisons, les fédérations de la Fonction Publique, de façon unitaire, ont décidé de faire du 14 décembre la « Journée des services publics » au cours de laquelle elles s'adresseront à la population, aux usagers, pour alerter sur la dégradation de la situation régionale et réclamer :

- Le renforcement de l'emploi public statutaire permettant le rattrapage nécessaire pour satisfaire les besoins réels en matière de service public.
- Des réponses structurelles garantissant un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.
- La résorption rapide de l'emploi précaire
- La préservation et l'amélioration du statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels.
- Le rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les actifs et les retraités.